



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 510 en date du 08.11.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-09/Statut%20et%20adhesion.pdf>

et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections, faisant l'objet d'une publication dans la presse, sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

1 – JOURNALISTES EN CENTRAFRIQUE – « Les journalistes centrafricains se mobilisent pour mettre un terme à l'impunité »

2 – JOURNALISTE EN HAÏTI – « Les funérailles du Journaliste Néhémie Joseph finissent en manifestation au moins 7 blessés »

3 – PRESSE EN FRANCE – « Contre le «journalisme de préfecture», pour la presse libre locale »

4 – JOURNALISTES EN GUINEE – « Agression de journalistes au parti d'Alpha Condé »

5 – FEMMES JOURNALISTES – « Les femmes journalistes de "La Provence" font cadeau de 221 301 euros à leur direction »

6 - JOURNALISTES AU CONGO RD – « Assassinat d'un présentateur radio en RDC : "il y a urgence à renforcer la sécurité des journalistes" (RSF et JED) »

7 – JOURNALISME – « Jeudi d'Acrimed (14 novembre) avec Denis Robert et Julie Sedel : Où va le journalisme ? »

8 – GOOGLE – « Presse contre Google : le Syndicat de la presse en ligne veut une régulation démocratique »

9 – JOURNALISTE EN GUINEE – « Déclaration de l'Aguipel suite à l'agression d'un journaliste de *guineematin.com* par des militants du RPG arc-en-ciel »

1 – JOURNALISTES EN CENTRAFRIQUE – « Les journalistes centrafricains se mobilisent pour mettre un terme à l'impunité »

<http://www.rfi.fr/afrique/20191102-centrafrique-situation-journalistes-lutte-impunite>

Samedi 2 novembre 2019

La RCA a plongé en 2019 dans le classement de RSF passant de la 112e place à la 145e place. Les journalistes centrafricains font face à des difficultés quotidiennes, naviguant dans un milieu médiatique sinistré par le conflit et les obstacles économiques. Un projet de loi sur la presse est en attente depuis plusieurs mois. Samedi 2 novembre, l'Union des journalistes de Centrafrique s'est réunie pour dénoncer les violences dont ils font l'objet de manière récurrente.

« Raymond Daké, Elisabeth-Blanche Olofio, René Padou, Désiré Syenga, Patrice Yanzenga, Joseph Wiliban... » Les noms des journalistes tués s'égrainent. *« À ce jour aucun auteur présumé, coauteur ou commanditaire de ces exactions n'a été poursuivi... »*

Pour Elise Janine Lugo, directrice des programmes à Radio Centrafrique, le plus difficile à accepter est sans doute le manque de justice. Elle connaissait bien la journaliste Elisabeth-Blanche Olofio, décédée en 2014 des suites de sévices infligés par des hommes des groupes armés.

« Elle a laissé derrière elle deux fillettes et c'est pénible pour de jeunes enfants de grandir sans leur mère, mais au moins qu'elles aient une réponse de la raison qui a fait que leur mère soit partie aussi tôt. Et donc je pense que le moment est venu maintenant pour que nous puissions essayer de susciter un éveil des consciences. Peut-être que, par rapport à la corporation, nous puissions porter plainte ne serait-ce que pour rendre un hommage à cette femme qui a servi son pays et qui a perdu sa vie pour cela. »

Le contexte sécuritaire mais aussi le rapprochement de l'échéance électorale favorisent les agressions contre les journalistes.

« L'éventail va de la pression morale des coups de fil de menace, la corruption, il y a les agressions physiques, explique Jean-Ignace Manengou, ancien président de l'association des radios communautaires. On a compté une dizaine de journalistes tués dans le cadre de leurs fonctions. J'ai l'impression qu'il y a des spécialistes qui savent très bien ce qu'il faut faire pour menacer les journalistes. »

Samedi, les journalistes réunis ont créé un mécanisme d'alerte sur les cas d'agression contre les journalistes et professionnels des médias, des cas encore trop peu répertoriés, documentés et suivis.

Les journalistes étrangers sont également victimes de la situation en Centrafrique. Trois journalistes russes ont été tués en août 2018 alors qu'ils enquêtaient sur la présence de mercenaires de leur pays en RCA. Au mois de juin, des confrères de l'AFP ont été violentés par les forces de l'ordre alors qu'ils couvraient une manifestation.

Sans oublier le cas de Camille Lepage, photjournaliste française tuée en Centrafrique en 2014 alors qu'elle couvrait le conflit. La famille de Camille demande toujours l'avancée du dossier devant la justice.

2 – JOURNALISTE EN HAÏTI – « Les funérailles du Journaliste Néhémie Joseph finissent en manifestation au moins 7 blessés »

<https://www.haitilibre.com/article-29166-haiti-politique-les-funerailles-du-journaliste-nehemie-joseph-finissent-en-manifestation-au-moins-7-blesses.html>

Dimanche 3 novembre 2019

Haïti - Politique : Les funérailles du Journaliste Néhémie Joseph, finissent en manifestation au moins 7 blessés.



Samedi, lors des funérailles du journaliste Néhémie Joseph assassiné le 10 octobre dernier organisées sur la place publique à Mirebalais, l'un des célébrant de la cérémonie a déclaré « La mort de Néhémie Joseph nous invite à réfléchir sur la valeur de son sacrifice, à évaluer notre responsabilité et à décider de l'avenir d'Haïti [...] son départ ne doit pas décourager la jeunesse dans la poursuite de la lutte pour le changement [...] C'est à nous maintenant de bâtir l'avenir, dont il rêvait et pour lequel il a tout sacrifié [...] »

À l'issue de la cérémonie, au moment où le cortège funèbre allait se rendre au cimetière de la ville, des groupes de jeunes qui réclamaient justice en faveur de la famille du journaliste ont érigé des barricades enflammées. Des résidents et des participants aux funérailles se sont mis à manifester pour exiger le départ du Président Moïse. Plusieurs parlementaires et des leaders de l'opposition ont été remarqué lors de cette manifestation.

La tension a rapidement monté dans la ville ou d'autres groupes de manifestants ont bloqués plusieurs routes d'accès à la ville alors que de nombreux tirs d'armes à feu ont été rapporté tandis que la population prise de panique désertait les rues...

Des affrontement ont eu lieu entre des agent de l'Unité Départementale de Maintien de l'Ordre (UDMO) venu rétablir l'ordre public, qui accueilli par des jets de pierres ont riposté en lançant des grenades lacrymogènes et en tirant en l'air à balles réelles pour disperser les manifestants... À l'issue de cette journée de tension, le bilan provisoire est d'au moins 7 blessés dont un agent de l'UDMO...

Le Porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH) du département du Centre a déclaré que la Police ne tolérerait pas que des individus mal intentionnés fassent la loi dans le département...

3 – PRESSE EN FRANCE – « Contre le «journalisme de préfecture», pour la presse libre locale »

<https://blogs.mediapart.fr/macko-dragan/blog/011119/contre-le-journalisme-de-prefecture-pour-la-presse-libre-locale>

Dimanche 3 novembre 2019

PAR Mačko Dràgàn

Dans notre petite ville, le principal organe quotidien local, Nice-Matin, déjà auparavant connu pour son militantisme pro-mairie, a récemment été racheté par le patron de Valeurs Actuelles... De notre côté, pour faire entendre d'autres voix, et comme la presse libre locale est un bien précieux, nous avons décidé de lancer notre propre journal : Mouais – le journal dubitatif.

Et c'est du boulot. Des heures, des jours et des nuits à s'user les yeux sur la maquette, à faire les relectures, traquer les coquilles, à écrire, à s'engueuler, parfois (mais comme nous sommes une bande de copines et de copains, ça ne dure jamais bien longtemps) ... Du boulot, pour obtenir ce beau bébé de 16 pages, riche d'illustrations, d'articles fouillés sur la vidéo-surveillance, les gilets jaunes, la traque des réfugié.e.s, d'un entretien exclusif avec Geneviève Legay...

Mais nous l'avons fait. Toujours guidé.e.s par cette volonté : celle d'offrir aux niçois.es (mais pas que) un journal d'information indépendant et critique, qui sorte des sentiers battus, aille gratter là où ça démange, et faire du bruit là où le silence devient pesant.

Etre, aussi, ce que tout journal devrait être : la caisse de résonance où puissent venir vibrer des centaines, des milliers de voix dissonantes. Parce qu'en chacun.e de nous, il y a un.e journaliste qui sommeille. Ecrivain.e du dimanche, chroniqueur.se occasionnel sur les réseaux sociaux, tendeur.se d'oreille, explorateur.se de rues parallèles, amoureux.se des gens, de leurs vies, de leurs rêves, de leur problèmes et joies quotidiens : tous et toutes, nous avons notre mots à dire, et ces mots, ou ces maux, comme le font déjà de nombreuses publications locales méritantes, nous voulons aider à les faire entendre.

Nous ne pouvons plus accepter que des éditorialistes hors-sol, des prétendus « experts » en roue libre, des gratte-papier ne sachant plus que recopier les éléments de langage de la communication du gouvernement, des mairies, des postes de polices, des préfectures et des multinationales, privatisent pour leur compte l'espace d'expression publique –imposant leurs intérêts et leurs lois à des hordes de prolétaires de l'info, pigistes sous-payés, qui constituent aujourd'hui, ne l'oublions pas, le gros des journalistes... Et qui, eux aussi, sont les victimes d'un système médiatique figé, enkysté dans les sphères de pouvoir.

Nous l'avons trop bien constaté lors des Gilets Jaunes, qui a vu les médias grand public à la traîne de classe populaires qu'ils ne connaissent et ne comprennent décidément pas.

Et encore dernièrement, comme assez souvent du reste, j'ai eu l'heur, par trois occasions diverses (un accouchement en pleine rue, l'arrestation de Cédric Herrou et deux compagnons Emmaüs-Roya, et celle de dix camarades gilets jaunes accusés d'avoir « dégradé » une Société Générale) d'être *devant* la vitre d'observation, *derrière* le fait-divers, *derrière* le « journalisme de préfecture » (Schneidermann) *derrière* tout ça – dans la matérialité brute des faits, de l'instant, et de la subjectivité de l'instant, non filtrée par le tamis médiatique. J'étais au commissariat à attendre. J'étais dans la rue, à entendre cet enfant pleurer. J'étais parmi celles et ceux qui ont accueilli nos ami.es à la sortie du tribunal.

Et je n'ai guère reconnu tout ça dans les mots qui en ont été tirés dans la presse. Parce que ce n'était pas *vécu*. Nous, *nous ne l'aurions pas exprimé comme ça*. Pas dans ce langage. Là, ce n'était que ça : des mots.

Et de simples mots, sans la vie, les vies, les rires, les pleurs et tout ça, qu'il y a toujours derrière, ça n'est pas très intéressant. Ou, en tous les cas, ça ne nous intéresse pas. C'est pourquoi nous devons en revenir aux fondamentaux : ceux d'une presse libre, locale, indépendance, et ancrée dans le quotidien des habitant.e.s des territoires. Que chaque ville, chaque village, chaque vallée, soit dotée de son journal – et y fasse entendre, comme avant 1789, ses doléances.

Alors, nous avons fait un journal : *Mouais – le journal dubitatif*. Avec les membre de médias locaux déjà existants (Télé Cez Moi, Pilule Rouge, Radio Chez Moi, la Marmotte déroutée...) et les ami.e.s habituelles, celles et ceux avec lesquelles nous tissons au quotidien nos luttes festives et joyeuses, des ruelles du Vieux Nice aux hauteurs de la Roya.

Pourquoi « mouais » ? Voyons donc la définition de ce terme. *Mouais*: expr. pop. fr. : Se dit afin d'exprimer une sorte de doute diffus face à une affirmation quelconque. Ex : « Il était bien, ce film avec Kev Adams, non ? –Mouais... » *Mouais*, journal dubitatif, tel le chat (noir, bien entendu) qui lui sert d'emblème, ne prend donc jamais pour argent comptant ce qu'on lui propose, pas même un savoureux bol de croquettes au saumon. A tout ce qui lui arrive aux oreilles, qu'il a grandes, curieuses et attentives, il oppose ce même « mouais » circonspect.

Exemples : « On ne peut se plaindre, la plupart des médias font quand même bien leur travail. –Mouais... » ; « Ils l'ont dit à la télé, c'est forcément vrai. –Mouais... » ; « Tous pourris, tous vendus, tous les mêmes. –Mouais... » ; « Chacun ne pense qu'à sa gueule, c'est comme ça. –Mouais... » ; « Ici, il ne se passe jamais rien. –Mouais... » ; « On ne peut rien faire pour que ça change. –Mouais... » Et, enfin : « De toute façon, tout est foutu. –Mouais... »

Roberto Bolaño : « *Que l'amnésie jamais ne vienne embrasser notre bouche. Que jamais elle ne l'embrasse. Nous rêvions d'utopie, et nous nous réveillons en criant ... Faire apparaître les nouvelles sensations. Subvertir la quotidienneté. OK. LACHEZ-TOUT, A NOUVEAU. LANCEZ-VOUS SUR LES CHEMINS.* »

Et laissons derrière nous, s'il vous plait, Jean-Michel Apathie, Franz-Olivier Giesbert, Laurent Ruquier, Yann Moix, Léa Salamé, Dominique Seux, Olivier Duhamel, Eric Brunet, Ruth Elkrief, Christophe Barbier, Olivier Demorand, Ana Cabana, Laurent Delahousse, Jean-Pierre Pernault, Nicolas Domenach, Pascal Praud, Zemmour et Naulleau, Laurent Joffrin, Patrick Cohen, et tous les autres.

Parce qu'ils ne sont pas les médias. Ils ne sont que les porte-voix d'eux-mêmes, et de leurs maîtres. NOUS sommes les médias.

4 – JOURNALISTES EN GUINEE – « Agression de journalistes au parti d'Alpha Condé »

<https://guineematin.com/2019/11/04/agression-de-journalistes-au-parti-alpha-conde-fode-oussou-condamne-la-barbarie-du-rpg/>

Lundi 4 novembre 2019

Par Alpha Diallo pour Guineematin.com

Agression de journalistes au parti d'Alpha Condé : Fodé Oussou condamne la barbarie du RPG

L'agression dont des reporters du site Guineematin.com et de la télévision privée Espace TV ont été victimes le samedi dernier, 02 novembre 2019, au siège du RPG Arc-en-ciel ne laisse pas indifférent Dr Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG. L'opposant a dénoncé ce comportement barbare des membres d'un parti désorganisé et a apporté le soutien de son parti aux journalistes.

Décryptage !

« Je condamne avec la dernière énergie ce comportement barbare et insensé dont Ibrahima Sory Diallo de Guineematin.com et les journalistes d'Espace TV ont été victimes de la part des gens du RPG Arc-en-ciel, et j'apporte le soutien total et inconditionnel de l'UFDG à la presse guinéenne. Il faut rappeler à ces gens qu'on n'est pas dans la brousse, qu'on est dans une République. Ça veut dire que les règles doivent être appliquées, on doit laisser les journalistes faire leur travail. On ne doit pas les cataloguer.

Quand Ibrahima Sory écrit que monsieur Alpha Condé n'a pas tenu de discours au palais lors de son accueil, tout le monde a vu qu'il n'a pas tenu de discours. Et s'il n'a pas tenu de discours, certainement le président Alpha Condé n'était pas content de la mobilisation. D'ailleurs, quand on parle de mobilisation, il y a un fond et une forme. Est-ce que ceux qui se sont mobilisés l'ont fait volontairement ? Nous disons non.

Quand vous dépensez des milliards, vous mobilisez des bus et des minibus pour aller prendre des gens dans les quartiers de Conakry et dans certaines villes voisines, si monsieur Alpha Condé se rend compte que cette mobilisation a plutôt permis à des gens de se remplir les poches, il ne peut pas faire de discours. Evidemment s'il était content, il aurait fait un discours. S'il savait que ceux qui étaient là sont des militants, il allait certainement parler. Mais ce ne sont pas des militants, ce sont des clients. On leur a donné des t-shirts et des sommes d'argent pour qu'ils soient là.

Quand la dame de l'hôpital Donka écrit un courrier pour demander aux travailleurs d'aller là-bas, ce n'est pas la faute aux journalistes. Quand les fonctionnaires ont été réquisitionnés, ce n'est pas la faute aux journalistes. Si malgré tout cela il n'y a pas eu une foule compacte entre l'aéroport et le palais du peuple, ce n'est pas la faute aux journalistes. Les journalistes n'ont fait qu'un constat. Et c'est ce constat là que tout le monde connaît.

C'est seulement eux qui peuvent être fiers d'une mobilisation comme ça. Parce que quand une mobilisation est faite en donnant de l'argent, ce n'est pas une mobilisation. Quand nous nous mobilisons, on ne donne pas un franc à quelqu'un. Même des élèves en tenue scolaire ont été sortis de l'école pour venir réceptionner le président. Si monsieur Alpha Condé voit ça, il ne peut pas être content. Ces milliards dépensés pouvaient régler les problèmes de routes, pouvaient construire des centres de santé, pouvaient payer la dette intérieure. Il ne faut pas oublier que la dette intérieure de la Guinée est énorme.

Mais ce que nous savons, ce que tout le monde sait, c'est que le RPG Arc-en-ciel est un parti désorganisé, qui n'a pas de structure. Si le parti avait un responsable, lorsqu'une situation comme ça arrive, la personne serait au moins sortie pour aller présenter des excuses à la presse et faire rentrer les journalistes. Mais, il n'y a pas d'excuses parce que personne n'est chef, c'est le désordre total, il n'y a pas eu de congrès depuis 1991 ».



**Ibrahima Sory Diallo, journaliste de Guineematin, agressé au siège du RPG
(image Guinee360**

5 – FEMMES JOURNALISTES – « Les femmes journalistes de "La Provence" font cadeau de 221 301 euros à leur direction »

<http://www.snj.fr/article/les-femmes-journalistes-de-la-provence-font-cadeau-de-221301-euros-a-leur-direction-111999727>

Lundi 4 novembre 2019



Les femmes journalistes de "La Provence" font cadeau de 221 301 euros à leur direction

L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ça avance, paraît-il. C'est ce que dit le gouvernement, qui a fait de ce sujet la "grande cause du quinquennat". C'est ce que nous, femmes journalistes de *La Provence*, écrivons régulièrement au sujet d'entreprises, de services, d'administrations qui agissent en ce sens. L'égalité professionnelle progresse aussi dans de nombreuses rédactions, où des accords ont été signés pour rééquilibrer les écarts de carrière injustifiables dans notre métier. Bravo au quotidien *Les Échos* qui a acté que, d'ici cinq ans, la moitié des fonctions hiérarchiques, des postes à responsabilité et des fonctions à haute visibilité seront occupés par des femmes. Le monde bouge, les mentalités évoluent. "Time's up !", "il est temps!", écrivions-nous dans une tribune publiée en janvier 2018 et signée par 62 femmes sur les 65 de notre rédaction, pour dénoncer les inégalités de salaires et de promotions.

Et depuis ?... Eh bien depuis, rien n'a changé à *La Provence*, ou si peu.

Les résultats de l'Index égalité mis en place par le ministère du Travail sont pourtant venus confirmer nos dires : avec une note d'à peine 59 sur 100, *La Provence* se classe parmi les cancrs de la parité.

Seulement 16% des entreprises font un aussi mauvais score, se mettant en "alerte rouge", a pointé la ministre du travail Muriel Pénicaud. A *La Provence*, en 2019, une femme journaliste gagne en moyenne 3 303 euros bruts de moins par an que ses confrères. A poste égal, à travail égal, à qualification égale, certaines restent moins payées. Et l'écart de salaire augmente avec l'ancienneté (jusqu'à 20% dans certaines tranches), car les promotions semblent réservées aux hommes, qui occupent 80% des postes dits à responsabilité. A l'échelle de l'entreprise, le différentiel de rémunération flambe à 8304 euros bruts annuels. Il est vrai que les postes dirigeants sont accaparés par les hommes: une seule femme se place parmi les dix plus hauts salaires de l'entreprise.

Il n'y a que notre direction que ce bilan social d'un autre âge n'émeut guère. Malgré des promesses plusieurs fois réaffirmées de s'engager sur ce dossier, le PDG a décidé pour l'heure... de ne rien faire. Seule "concession" envisagée : appliquer, avec 13 ans de retard et sans effet rétroactif, la loi de 2006 qui a rendu obligatoires les augmentations au retour d'un congé de maternité. Une loi qui a été complètement ignorée jusqu'à présent dans notre entreprise. Quelle fleur pour les futures mamans ! Et... tant pis pour toutes les autres. Elles continueront à être plus mal payées que leurs confrères, à être ignorées dans la distribution des postes à responsabilité. A jouer les potiches sur la photo officielle. Injustes, et désormais illégales, de telles inégalités sont d'autant moins acceptables qu'elles pénalisent l'image de notre média. Les entreprises les plus paritaires sont aussi celles où la qualité de vie au travail et les performances économiques sont les meilleures.

Aussi, ce mardi 5 novembre 2019, date à partir de laquelle les salariées françaises travaillent gratuitement, nous irons remettre à notre direction un chèque symbolique de 221 301 euros, somme qu'auraient gagné en plus, cette année, les 67 femmes de la rédaction si l'égalité professionnelle était respectée à *La Provence*.

En prime, nous offrirons au DRH un échantillon de 35 situations individuelles à examiner de près. Alors que vont bientôt se décider les augmentations, primes et promotions de fin d'année, espérons que ce "chèque cadeau" rappelle aux dirigeants de notre entreprise l'existence et les mérites de ses salariées. Nous espérons bien sûr être soutenues dans notre démarche par l'ensemble des salariés et des syndicats de l'entreprise.

Le collectif des femmes journalistes de "La Provence"

6 – JOURNALISTES AU CONGO RD – « Assassinat d'un présentateur radio en RDC : "il y a urgence à renforcer la sécurité des journalistes" (RSF et JED) »

<https://rsf.org/fr/actualites/assassinat-dun-presentateur-radio-en-rdc-il-y-urgence-renforcer-la-securite-des-journalistes-rsf-et>

Mardi 5 novembre 2019

Par RSF

Reporters sans frontières (RSF) se joint à son organisation partenaire Journaliste en danger (JED) après l'assassinat d'un journaliste en République démocratique du Congo (RDC) et demande une enquête sérieuse pour en identifier rapidement les auteurs et les circonstances.

Papy Mahamba Mumbere a-t-il payé le prix de son engagement dans lutte contre Ebola? Le journaliste venait d'animer une émission sur la riposte contre l'épidémie qui a déjà fait plusieurs milliers de morts dans l'est de la RDC lorsqu'il a été tué samedi soir vers 20h à son domicile à Mambasa, dans la province de l'Ituri. Selon les informations recueillies par Journaliste en danger (JED), le journaliste et animateur de la *Radio communautaire de Lwemba* a été attaqué par un groupe d'hommes muni de couteaux et de machettes, sous les yeux de sa femme, elle même grièvement blessée. Leur maison a ensuite été incendiée par les assaillants.

Selon le directeur de sa radio, les interventions de ce journaliste à l'antenne n'étaient pas bien accueillies par une partie de la population locale et les groupes armés qui se montrent de plus en plus hostiles aux opérations menées pour endiguer cette épidémie.

Journaliste en danger (JED) s'est dite "extrêmement choquée" par ce meurtre intervenu le jour même de la célébration de la journée mondiale de la lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes.

"Il est impératif qu'une enquête sérieuse soit menée pour identifier et traduire en justice ceux qui ont fait taire à jamais ce journaliste engagé dans la lutte contre une épidémie qui touche sa communauté, estime Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Ce terrible assassinat témoigne de l'urgence qu'il y a, à renforcer la sécurité des journalistes en RDC, notamment en mettant en place un mécanisme dédié à leur protection."

Dans son rapport annuel publié le 2 novembre JED a comptabilisé 18 actes d'agression, de torture ou de maltraitance sur les 85 atteintes à la liberté de la presse recensées en RDC en 2019. Ce nouveau meurtre de journaliste porte à quinze, le nombre des professionnels des médias congolais tués au cours de deux dernières décennies dans le pays.

Lors d'une mission conjointe qui s'est déroulée du 14 au 18 octobre à Kinshasa, RSF et JED ont plaidé pour la mise en place rapide d'un réseau de points focaux dans les différentes administrations et ministères concernés par la liberté de la presse, première étape d'un mécanisme visant à assurer une réponse rapide et un suivi des plus hautes autorités afin de renforcer la protection et la sécurité des journalistes et de lutter contre l'impunité.

La RDC occupe actuellement la 154e place sur 180 au Classement mondial de la liberté de presse établi par RSF.

7 – JOURNALISME – « Jeudi d’Acrimed (14 novembre) avec Denis Robert et Julie Sedel : Où va le journalisme ? »

<https://www.acrimed.org/Jeudi-d-Acrimed-14-novembre-avec-Denis-Robert-et>

Samedi 2 novembre 2019

Par Acrimed

Rendez-vous le 14 novembre, 19h, à la Bourse du travail de Paris, en compagnie du journaliste Denis Robert et de la sociologue Julie Sedel. Entrée libre.



« Où va le journalisme ? » Telle est la vaste question que nous posons dans le dernier *Médiacritiques*, que vous pouvez toujours commander sur notre site.

Nous y évoquons, entre autres, les attaques à répétition d’Emmanuel Macron contre la liberté d’informer ; l’emprise des géants du numérique (Google, Facebook, etc.) sur la diffusion de l’information ; la circulation circulaire des journalistes et animateurs stars au sein du grand mercato médiatique ; ou encore la vacuité de débats télévisés entre des journalistes devenus communicants, et des communicants devenus journalistes.

Dans ce paysage funeste, nous rendons également compte du combat des médias indépendants pour faire vivre un journalisme d’enquête, critique et indépendant. Un engagement qui leur vaut, souvent, les aboiements des chiens de garde médiatiques, reconvertis pour l’occasion en garde-frontières de la profession.

Le combat pour un journalisme indépendant est indispensable ; il va de pair avec celui pour une transformation radicale du paysage médiatique, pour laquelle Acrimed se mobilise depuis sa création. Et qui suppose de faire des médias une question politique, et le terrain d’une large mobilisation de toutes et tous.

8 – GOOGLE – « Presse contre Google : le Syndicat de la presse en ligne veut une régulation démocratique »

<https://www.enviscope.com/presse-contre-google-le-syndicat-de-la-presse-en-ligne-veut-une-regulation-democratique/>

Mardi 5 novembre 2019

Par Michel Deprost

Les droits voisins pour les éditeurs de presse sont une mauvaise solution à un vrai problème. Plutôt que de créer une nouvelle rente pour la presse, le Syndicat de la Presse indépendante d'information en Ligne (SPIIL) auquel adhère Médias pour un Futur Durable, demande la mise en place d'une régulation démocratique de la diffusion de la presse en ligne.

Depuis 2016, le Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (Spiil) répète avec constance, à l'opposé des autres organisations professionnelles de la presse, la nécessité de la mise en place d'une régulation démocratique du secteur de la presse en ligne.

Après des années d'action des professionnels, une directive européenne a été adoptée en faveur du droit d'auteur. Cette directive a été transposée dans le droit français en juillet dernier. En réaction, Google vient d'annoncer qu'à compter du 24 octobre, seuls les titres de presse français renonçant à ce droit voisin bénéficieront d'un "aperçu" de leurs articles dans les résultats du moteur de recherche. Les autres devront se contenter de la simple mention du titre de l'article.

Pour le Spiil, sur le plan juridique, la directive européenne et sa transposition dans la loi française semblent inefficaces. Google vient de prendre une décision lui permettant de la contourner facilement.

La mise en œuvre de ce droit voisin révèle et accentue des divisions au sein de la presse. Aucun dialogue intersyndical n'existe sur le sujet. Il n'existe pas de consensus sur le type de presse qui en bénéficierait (quelle définition de "l'information politique et générale" ?), sur les modalités de collecte (via le Centre Français de la Copie), sur la rémunération demandée aux plateformes pour les éditeurs, ou encore sur la répartition entre éditeurs.

Le droit voisin ne représente rien de plus qu'une nouvelle "rente" censée remplacer progressivement les aides de l'État appelées à décroître. Ces aides récurrentes, devenues depuis 1945 un élément permanent du compte d'exploitation d'une grande partie de la presse, n'ont pas permis de développer le pluralisme. La réduction drastique en 70 ans du nombre de quotidiens nationaux et régionaux en atteste.

Ces aides n'ont guère été un facteur d'innovation. Elles ont au contraire, favorisé un certain immobilisme. De ce point de vue, la "rente Google" n'aura pas plus de vertus que la "rente d'État".

- Sur un plan démocratique, le droit voisin aura un effet totalement inverse à celui défendu par ses promoteurs, qui assurent qu'il permettra le renforcement d'un journalisme de qualité grâce à de nouvelles sources de financement. Le droit voisin créera au contraire mécaniquement une course au clic, puisque, parmi potentiellement d'autres éléments, c'est le clic qui sera rémunéré. Difficile de croire donc que le droit voisin encouragera la publication d'un reportage sur la guerre en Syrie.
- Stratégiquement, enfin, cette nouvelle source de revenu renforcera de fait la dépendance de la presse à l'égard des GAFA. Or l'on constate, comme très récemment avec Google, que ceux-ci peuvent défendre leurs propres intérêts commerciaux de manière brutale et sans concertation. La presse, comme la démocratie, n'a rien à gagner à cette dépendance.

Etat de fait

Google, Facebook et les autres sont parvenus à capter une bonne partie des ressources publicitaires qui allaient autrefois à la presse. Ils sont devenus un indispensable diffuseur de la presse. Renforcer cette dépendance, déjà immense, en quémendant un droit voisin est une chimère. Fondamentalement, le secteur de la presse doit désapprendre à utiliser son pouvoir politique pour se créer des rentes garanties par la législation. Son indépendance, clé de la confiance du public dans ses contenus, est à ce prix.

Le vrai combat à mener est ailleurs : il faut exiger une vraie égalité de traitement dans la diffusion numérique de la presse, comme la loi Bichet l'a imposé depuis 1945 pour la presse imprimée. Ces règles numériques sont à imaginer et à négocier par une presse unie, avec les moteurs de recherche et les réseaux sociaux. C'est de cela que dépend l'avenir d'une presse de qualité.



9 – JOURNALISTE EN GUINEE – « Déclaration de l’Aguipel suite à l’agression d’un journaliste de guineematin.com par des militants du RPG arc-en-ciel »

<https://guineematin.com/2019/11/06/declaration-de-laquipel-suite-a-lagression-dun-journaliste-de-guineematin-com-par-des-militants-du-rpg-arc-en-ciel/>

Mercredi 6 novembre 2019



Ibrahima Sory Diallo, journaliste

L’Association Guinéenne de la Presse en Ligne (Aguipel) a appris l’agression le samedi 2 novembre 2019 à Conakry de Monsieur Ibrahima Sory Diallo, Journaliste, du site d’informations Guinéematin.com et deux journalistes d’Espace TV au siège du parti RPG ARC-EN-CIEL par des militants dudit parti.

L’Aguipel condamne avec la dernière énergie cette agression d’un journaliste dans l’exercice de son métier.

En conséquence et pour des raisons de sécurité, l’Aguipel recommande à tous ses membres de s’abstenir de couvrir les assemblées générales hebdomadaires du RPG arc-en-ciel, jusqu’à nouvel ordre.

Toutefois, les membres de l’Aguipel qui ne souhaitent pas suivre cette recommandation, assumeront seuls, le cas échéant, les conséquences de leurs actes.

L’Aguipel exhorte les responsables du parti au pouvoir à mieux contrôler leurs militants dont les agissements contribuent, parfois, à la détérioration de l’image de notre pays.